

L'avis de l'expert

La crise des grands partis de gouvernement en France

La bipolarisation gauche/droite ne parvient plus à organiser la vie politique nationale comme ce fut le cas pendant plusieurs décennies. Le PS et l'UMP sont à la fois isolés, affaiblis et sans alliés naturels. L'enjeu européen pèse lourd dans cette reconfiguration du système partisan

Il existe une symétrie frappante entre les crises qui frappent aujourd'hui les deux grands partis de gouvernement en France. Certes ces crises ne sont pas exactement de même nature et celle que traverse le Parti socialiste est peut-être plus grave et plus durable que celle de l'UMP; mais elles se ressemblent autant par certaines causes structurelles qui les ont provoquées que par celles, conjoncturelles, qui les ont aggravées.

Les causes structurelles d'abord. La bipolarisation gauche/droite, qui, depuis plusieurs décennies, organise le fonctionnement du système partisan, ne parvient plus à jouer ce rôle de manière efficace. Certes, les partis de gouvernement regrettent cette évolution et souhaiteraient revenir en arrière, notamment pour

La question européenne, désormais centrale pour la politique intérieure, a généré un nouveau clivage qui ne se superpose pas au clivage gauche/droite

des raisons liées au mode de scrutin majoritaire. Mais, si, notamment à gauche, la bipolarisation conserve une certaine réalité au niveau des élections, en revanche, les notions de gauche et de droite n'en ont plus à celui de l'activité gouvernementale. En effet, le Front de gauche et les écologistes ont refusé de faire partie du gouvernement socialiste dirigé par Manuel Valls tandis qu'une coalition gouvernementale entre l'UMP et le Front national n'est pas envisageable, au moins dans un avenir prévisible.



Gérard Grunberg
Politologue

Enfin, le centre droit, l'Alternative, qui aspire à prendre son autonomie par rapport à l'UMP, complique encore le rétablissement de la bipolarisation. Ainsi, les deux grands partis de gouvernement se retrouvent isolés, affaiblis et sans alliés naturels, même si les écologistes et le centre pourraient à terme se rapprocher l'un du PS et l'autre de l'UMP.

Cette crise de la bipolarisation est due en grande partie au fait que le clivage gauche/droite ne correspond plus aux contraintes économiques actuelles de l'action gouvernementale et aux engagements pris par la France à l'égard de l'Union européenne. La question européenne, en devenant une question centrale de politique intérieure, a généré un nouveau clivage qui ne se superpose pas au clivage gauche/droite et, du coup, divise gauche et droite, opposant les partis de gouvernement à ceux qui, pour des raisons diverses, rejettent la construction européenne telle qu'elle se développe. Les partis de gouvernement doivent donc assumer seuls, alternativement, dans la crise, la responsabilité du gouvernement sans alliances et sans soutiens larges dans l'électorat.

Cette situation est d'autant plus grave que jusqu'à présent, à droite comme à gauche, les électeurs étaient socialement composites, rassemblant des secteurs des classes moyennes et des secteurs des classes populaires. La fragmentation actuelle de la gauche et de la droite a aujourd'hui pour conséquence d'opposer au sein de l'une et de l'autre ces classes sociales les unes aux autres. A droite, le FN est devenu le parti des classes populaires eurosceptes et xénophobes tandis qu'à gauche le PS a perdu l'essentiel de ses soutiens populaires.

Cet affaiblissement des partis de gouvernement s'est accéléré dans la période récente pour deux raisons qui sont liées l'une à l'autre. Les

élections européennes ont montré que ces deux partis avaient perdu leur position dominante. L'un et l'autre ont été distancés par le Front national. L'UMP n'est plus le principal parti d'opposition tandis que le PS s'est effondré, avec 14% des suffrages. Aucun de ces deux partis n'est certain de figurer au second tour de la prochaine élection présidentielle. Aux prochaines élections législatives, le PS peut craindre d'être laminé tandis qu'inversement, le FN, s'il est puissant, peut espérer faire battre au second tour les candidats de l'UMP. C'est donc l'ensemble du système partisan qui est déstabilisé.

L'affaiblissement du leadership au PS et à l'UMP est d'autant plus dangereux pour leur avenir qu'il les fragilise au moment où leur unité même est menacée

Ces résultats électoraux désastreux pour les deux grands partis de gouvernement ont aggravé les problèmes de leadership qu'ils connaissaient déjà depuis près de deux années, l'un et l'autre. Le président François Hollande a perdu une part importante de son autorité sur le Parti socialiste et des doutes s'élevaient désormais dans ses propres rangs sur la possibilité qu'il se représente en 2017. De son côté, le président de l'UMP, Jean-François Copé, a dû démissionner pour diverses raisons dont la plus déflagratoire a été l'affaire Bygmalion. Mais, malgré cette démission, la rivalité montante entre Alain Juppé et Nicolas Sarkozy risque d'empêcher ce parti de régler rapidement cette question.

Cet affaiblissement du leadership dans ces deux partis est d'autant plus dangereux pour leur avenir qu'il les fragilise au moment où leur unité même est menacée. Le Parti socialiste est de plus en plus divisé entre les partisans de l'intégration européenne et ceux qui refusent «l'austérité bruxelloise», division qui se traduit par l'opposition croissante entre le groupe parlementaire socialiste et le gouvernement de Manuel Valls, accusé de mener une politique trop libérale. Ce gouvernement risque d'être acculé soit à ouvrir la crise avec son propre groupe parlementaire, soit à passer avec lui des compromis de nature à mettre en cause la crédibilité du Parti socialiste comme parti de gouvernement. A l'UMP, la poussée du Front national et la montée de l'euro-scepticisme dans l'opinion publique augmentent des divergences sur la ligne politique et sur l'attitude à adopter sur les thèmes qui ont contribué aux progrès électoraux du parti de Marine Le Pen. Tandis qu'Alain Juppé incarne plutôt la ligne pro-européenne et réformatrice, Nicolas Sarkozy a pris position récemment contre l'accord de Schengen et pour une Europe intergouvernementale dirigée par le couple franco-allemand. Ainsi, la sauvegarde de l'unité de ces deux partis dans l'avenir n'est pas entièrement assurée. Le système partisan français entre ainsi dans une période de dysfonctionnements et d'incertitudes probablement durable.

Centre d'études européennes de Sciences Po, Paris

C'est quoi un bon policier?



Frédéric Maillard

L'évolution de nos sociétés provoque de fortes mutations sociales. Il existe encore des organisations de police qui les subissent. Chez elles, le statut policier se perd en conjectures. C'est quoi un policier? A quoi reconnaît-on un policier? Est-ce que le Brevet fédéral de policier fait d'un policier un bon policier? Une habitante de Genève ou d'Yverdon peut se retrouver, par hasard, au cœur de l'action de trois, quatre, cinq, six polices différentes et parfois concurrentes. La police des transports est-elle une police comme les autres? Les assistants de sécurité publique ou les gardes-frontière sont-ils policiers?

Si nous nous penchons maintenant sur les fonctions policières, nous sommes davantage désorientés. Typiquement, le maintien de l'ordre est-il une tâche de sécurité publique ou de police? Quelle est la différence?

Les confusions naissent dès le recrutement puis s'échouent sur les plages des formations. En effet, plusieurs institutions de police conditionnent leurs aspirants dans le moule étroit d'une gymnastique guerrière. Durant mes analyses de pratique, j'ai répertorié quatre raisons, extraites des aveux policiers, qui conduisent à ce vice de forme. Les exigences d'engagements disciplinaires et physiques réduisent le policier à la confrontation militaire, alors qu'il n'a pas à s'y trouver. Cette sournoise sélection nous prive de nombreuses personnalités compétentes, qui manifestement ne peuvent pas répondre aux attentes des instructeurs recruteurs body-buildés. Cette étroitesse managériale prêterait gravement les effectifs; insuffisants selon les dé-

clarations de plusieurs syndicats et états-majors. Ce culte du corps bluffe la population, autant que le politique, sur les intentions et les réelles actions à mener. Domage, parce que la police exerce un rôle bien plus important en amont et, si possible, avant que le crime ne vomisse ses effets visibles et désobligeants.

De un. Je ne me lasse pas de le répéter. Je veux voir des policières et des policiers très bien entraînés. Mais qu'à leur entraînement optimal corresponde la meilleure formation tactique et technique possible. Cette catégorie de policiers ne représente qu'une fraction des 120 métiers que l'on trouve dans les polices suisses; métiers qui sont répartis dans plus de quatre-vingts corporations ou groupements thématiques et territoriaux. Réduire la police, et donc les facultés des jeunes filles et des jeunes gars que l'on recrute, à des gabarits physiques est une hérésie et une pure méprise; c'est ignorer les compétences et les réelles capacités de notre jeunesse; c'est aussi faire fi de notre fédéralisme.

Pourquoi une jeune fille douée d'intelligence investigatrice, tenace, polyglotte et diplômée en informatique ou en transactions financières ou en sciences sociales, se déplaçant sur une chaise roulante, ne pourrait pas entrer dans la police?

Je souhaite des filles et des gars qui aient du courage, qui prennent des initiatives, qui sachent contredire s'il le faut, qui ne se laissent pas faire, qui nagent à contre-courant, qui imposent, qui maîtrisent leurs verbalisations et leurs argumentaires, et encore qui ne craignent pas de passer des milliers d'heures derrière les écrans, devant les cartes géographiques, dans les laboratoires scientifiques, au cœur des réseaux sociaux, et qui puissent traquer tout ce qui peut nuire à la sécurité de nos enfants. Et, s'il le faut, après tout ça, les unités dites spéciales interviendront. J'ai vu les dégâts qu'entraîne le fait

de retenir des patrouilleurs équipés de leurs lourdes ceintures de charges dans les bureaux: un lot de désolations, de frustrations, de démotivations, mais aussi des nuisances institutionnelles ainsi que des dépenses inutiles.

De deux. Le policier se situe à l'exact opposé du militaire. Le premier préserve la paix. Le deuxième fait la guerre. En Suisse, Dieu merci, le militaire milicien espère ne jamais la faire. Préparer le policier à l'affrontement avec des pratiques et des obligations guerrières revient à sauter une étape – la nôtre et celles des anciens – qui depuis presque septante ans nous réjouit et nous invite à vivre en paix. Faire comme si on avait tout épuisé et, pire, échoué, pour faire peur, couvrir la menace et orienter nos jeunes dans le conflit dégénéré est un aveu d'échec, un manque de confiance. Là encore, faut-il le rappeler, si la guerre devait, par la plus nocive des dégradations, éclater, nos policiers civils seraient assujettis aux militaires dans un rang auxiliaire. Le pouvoir judiciaire et ses tribunaux ainsi

en prestations et formations d'adultes, tels que nous aurions pu les offrir à nos jeunes aspirants policiers.

De trois. Jusqu'à ce jour, pas un seul cadre de police, pas un, n'a pu et su me dire pourquoi une jeune fille douée d'intelligence investigatrice, tenace, polyglotte et diplômée en informatique, en transactions financières ou en sciences sociales, se déplaçant sur une chaise roulante, ne pourrait pas entrer dans la police? L'embarras circule depuis des années, d'une main gantée à l'autre. «Oh, je sais...» J'ai tant de fois essuyé les mêmes excuses à propos du sexe faible dont on m'assurait l'impossibilité éternelle à rejoindre l'étaillon police; ou de la taille, parce que pour combattre les grands il faut être grand; ou de la dictée; de l'âge limite avant et après; de la nationalité; du coussinage fiscal; du genre sexuel et j'en passe.

De quatre. La population semble être satisfaite lorsqu'un déploiement policier – souvent affublé d'un nom d'oiseau ridicule – est opéré dans son quartier ou à proximité de sa gare. La population peut y croire, mais pas le policier de terrain qui, lui, se sait manipulé. Enfermé des heures durant dans des fourgons aux vitres teintées, il perd progressivement le fil de ses ambitions comme de ses enquêtes au profit d'un acte de présence que des centaines d'autres agents de l'Etat pourraient accomplir, sans carte de police et sans avoir été rémunérés durant leurs formations. On en revient à la rareté et à la cherté des ressources humaines. Dans les polices inaptes au changement, ces deux armes sont savamment et quotidiennement aiguës par ceux qui recrutent et se barricadent.

Analyste et prévisionniste de polices, Frédéric Maillard est l'auteur du référentiel les fondements de l'habileté policière. www.fredericmaillard.com

Lectures

L'islam sur le divan

La Guerre des subjectivités en islam

Fethi Benslama

Editions Lignes, 2014



Psychanalyste et professeur de psychopathologie à l'Université Paris Diderot, ancien élève de Georges Devereux et ami de Jacques Derrida, Fethi Benslama a été le premier, avec la publication en 2002 de *La Psychanalyse à l'épreuve de l'islam* (Aubier), à penser la question de l'introduction de la doctrine psychanalytique dans le monde arabo-islamique, marqué, comme il le soulignait déjà, par un «dérèglement de la subjectivité», dont les symptômes les plus évidents seraient le traitement réservé aux femmes, à qui on dénie la qualité de sujet, et la radicalisation des masses dans un obscurantisme religieux. Et il indiquait comment la psychanalyse, doctrine rationnelle, pouvait contribuer à lever des refoulements et à permettre, selon lui, à ce monde d'accéder aux Lumières et à l'avènement d'une société démocratique.

C'est pourquoi ce nouvel ouvrage, composé d'articles et conférences devenus introuvables, et précédé d'une excellente introduction, est d'un intérêt majeur. Il prolonge cette réflexion à travers des commentaires subtils sur, par exemple, la condamnation de Salman Rushdie en 1989.

Cherchant à décrire la «guerre des subjectivités en islam», qui n'est rien d'autre, selon lui, que «la guerre que les musulmans se livrent à eux-mêmes» dans leur rejet collectif des Lumières dites «occidentales», Fethi Benslama propose de l'analyser à partir de quatre figures de la «mort volontaire» qui rendent inopérante toute entrée possible de l'islam dans le temps de l'Histoire: le «djihadisme», parodie d'un engagement héroïque; le culte de la «bombe humaine» fondé sur l'apo-

logie de l'humain démembré; «l'immolation par le feu», acte de désespérance absolue; la pratique du *harrag* ou du «brûleur» – celle de l'immigré clandestin –, consistant à choisir inconsciemment des naufrages en mer, l'exil n'étant qu'un moyen de hâter l'anéantissement du corps et de l'âme.

L'auteur prend en compte autant les soulèvements du Printemps arabe de 2011 que la situation géopolitique des représentants du troisième monothéisme, partagés, selon lui, entre un désir d'accéder aux Lumières et une pulsion contraire qui les conduit tantôt à un retour vers la tradition (les contre-Lumières), tantôt à un rejet terroriste du principe même des Lumières (les anti-Lumières).

Fethi Benslama propose à tous ceux qui se réclament d'une «identité musulmane» d'adopter les principes de la laïcité républicaine et de cesser, grâce à une réflexion freudienne sur leur subjectivité pathologique, de s'enfoncer dans les ténèbres des blasphèmes, des fatwas et du djihad. Manière pour lui de renouer avec le *Divan occidental-oriental*, ce grand poème de Goethe, admiré par Freud, sur la nécessité interne aux Lumières allemandes (Aufklärung) de s'inspirer de la culture de l'autre pour se définir elles-mêmes.

Et pour étayer son propos, Benslama évoque la rencontre du 11 décembre 1798 entre Bonaparte et le cheikh Al-Sadate. Rendant hommage aux Arabes, qui avaient su autrefois cultiver les arts et les sciences, le général républicain soulignait combien ils avaient perdu leurs anciennes connaissances. Et le cheikh d'affirmer qu'il leur restait le Coran. Bonaparte demanda alors si le Coran enseignait à fonder le canon. Le cheikh et ses compagnons répondirent hardiment que oui.

Telle est donc, pour Fethi Benslama, la scène inaugurale du déni des Lumières dont doit sortir le monde arabo-islamique pour accéder à la modernité.

Elisabeth Roudinesco, *Le Monde*